L'ÉCHO DE POLOGNE

Paraît chaque mercredi et samedi

Rédaction et Administration Varsovie, 46 rue Tamka.

№ 15. SAMEDI 28 JUIN 1919. Le № 0 fr. 20 0 mk. 40

LA RENAISSANCE NATIONALE DANS LA HAUTE-SILÉSIE

La province qu'on appelle actuellement la Haute-Silésie, formait jadis un tout politique avec une autre province, dite la Silésie de Cieszyn. Ces deux pays étaient autrefois peuplés presque exclusivement de Polonais et faisaient partie du Royaume en Pologne. Situés entre la Bohême et les Marches de l'Est de l'Empire Germanique, ils devaient dès le début de leur existence politique subir l'influence de leurs voisins. Le roi de Pologne Boleslas Bouche de Travers (1101—1138) céda par son testament à son fils aîné Ladislas la Silésie, pays alors fort riche et habité par une population dense. Les successeurs de ce prince, d'ailleurs d'accord sous le rapport avec l'esprit de l'époque, continuaient de partager leur héritage parmi leurs enfants, par suite de quoi la terre ce morcellait de plus en plus. Les partages donnaient toujours lieu à des rixes parmi les héritiers, où naissaient des désordres qui ruinaient le pays et affaiblissaient sa force de résistance contre les appétits de ses voisins avides de terre.

Les souverains allemands et leurs agents réussirent par une politique astucieuse à en profiter pour soumettre la Silésie d'abord à leur influence culturelle et ensuite à leur domination politique. On germanisa tout d'abord les princes silésiens. Ensuite, en envoyant des colons allemands: prêtres, artisans, marchands et cultivateurs, on tâcha de prêter à ces pays un caractère allemand. Ces *advenae teutonici* propageaient avec leur savoir proffessionnel, la langue, les moeurs et les coutumes allemandes. L'invasion des Tartares en 1240 eut pour suite une dévastation horrible du pays, Les Allemands en profitèrent diligemment et se ruèrent sur la province ruinée. Leur exemple fut suivi par les Bohêmes qui, en 1335, obtinrent la Silésie du roi polonais Casimir le Grand. A partir de cette époque-là, la Silésie semble presque perdue pour la Pologne.

En 1748 et 1763, la partie de la Silésie qu'on appelle la Haute-Silésie échut à la Prusse C'est alors que commença une germanisation systématique. Elle affecta surtout les parties occidentales de la province. La Silésie Moyenne — en 1740 — était germanisée seulement en partie. On pouvait encore vers la fin du XVIII-me s. y rencontrer des prêtres qui n'entendaient pas la langue allemande. La Haute-Silésie resta polonaise. Aussi est-ce là que commença la renaissance nationale. Cette renaissance fut inaugurée par les gens de lettres. C'étaient pour la plupart des prêtres qui publiaient en polonais de petits périodiques simples destinés pour le peuple. La première de ces publications fut le „Hébdomadaire Polonais" (1842 — 1846) imprimé à Pszczyna (Pless). L'action de l'inspecteur allemand d'écoles, l'evêque Bernard Bogedain, contribua en grande partie au développement de la consience nationale parmi la population polonaise de la Silésie. Bogedain se souciait de ce que l'école devînt avant tout la source de lumières et non pas l'instrument d'un système politique quelconque. Il soutenait tout de même que plus la population serait éclairée, plus elle serait facile à se pénétrer d'influences allemandes. Or, le peuple ne saurait acquérir de vraies lumières qu'en sa langue maternelle. Aussi a-t-il ordonné que le polo-

nais fût la langue d'enseignement dans toutes les écoles de la Silésie. L'allemand devrait être enseigné comme une langue étrangère. Outre cela, Bogedain éditait des catéchismes et des cantiques en polonais et il publiait un hebdomadaire sous le titre de „Gazette pour les paysans dans la Haute Silésie" (1849). L'action de Bogedain qui a duré pendant 10 ans a eu des suites fort bienfaisantes pour la renaissance nationale de la Silésie. Son système scolaire, malgré l'opposition des éléments gouvernementaux, resta en vigueur jusqu'en 1872.

Il faut observer que Bogedain trouva déjà un terrain un peu préparé. Parmi les premiers qui avaient éveillé le sentiment national des Silésiens il faut citer Joseph Lompa (1797—1863) maître d'école, organiste et écrivain populaire. Il publia à Opole, en 1822 un „Récit de l'histoire de la Silésie", où il a rappelé à ses compatriotes qu'ils sont une partie de la nation polonaise laquelle possédait autrefois son propre Etat dont la Silésie formait une partie. Les opuscules de Lompa accoutumaient le peuple à la lecture en polonais.

L'action de Lompa et des ses semblables a été fort difficile. Le paysan silésien dans l'âme duquel ils s'efforçaient d'éveiller le sentiment national, a été encore par trop obscur, par trop preoccupé de soins matériels et accablé de conditions affreuses de travail. Bientôt l'université de Breslau devint le centre de la propagande nationale. La jeunesse slave, composée de Polonais du Royaume du Congrès, de Silésiens, de Serbes de Lusace et de Tchèques forma une association scientifique et littéraire. Cette association a été pénétrée de sentiment national qui commençait à s'éveiller à cette époque-là partout en Europe.

Les Silésiens prirent part au Congrès Slave de Prague en 1848. Ils y ont déposé une déclaration disant qu'ils rentraient dans la section polonaise et exprimant la volonté que leur pays partageât le sort de la nation polonaise.

Les députés silésiens élus dans la Haute-Silésie pour la Diète de Berlin, l'abbé Szafranek et Gorzała, firent partie du club des députés polonais.

L'abbé Szafranek a porté une motion demandant qu'on garantît à la population polonaise dans la Haute-Silésie la liberté nationale dans les écoles, dans l'église et dans les tribunaux. Cette motion portait des milliers de signatures.

Joseph Łepkowski publiait à Bytom „le Journal Haut-Silésien" où il réclamait l'égalité des droits nationaux pour les Polonais. Par l'initiative de Lompa, Łepkowski et Smółka une association a été organisée ayant pour but d'obtenir l'égalité des droits pour l'élément polonais dans la Haute-Silésie. Les membres de cette association résolurent de ne se servir que du polonais tant dans leur vie courante que dans leurs écrits. Ils se mirent en même temps à organiser des salles de lecture. Bientôt il y en a eu dans toutes let villes et presque dans tous les villages de la province.

La réaction qui suivit le mouvement révolutionnaire de 1848 détruisit presque tout ce qui a été gagné pendant l'époque d'avant les événements d'insurrection. Un grand nombre de propagandistes nationaux ont été arrêtés, les associations dissoutes, les périodiques en partie supprimés. Seules les écoles crées par Bogedain soutenaient les lumières. Ce n'est qu'après 1872 que le développement du sentiment national recommença de nouveau. La guerre que Bismarck a déclarée au catholicisme et au clergé catholique d'une part et la folie de chauvinisme des autorités prussiennes de l'autre, au lieu d'étouffer ce qu'il y avait dans les Silésiens de concience nationale, devint un aiguillon pour la renaissance du mouvement national polonais dans la Haute-Silésie.

Bismarck commença par germaniser les écoles, d'abord les écoles secondaires et ensuite les écoles primaires. En 1872 l'allemand devint la langue d'enseignement dans toutes les écoles sans exception et dans l'église. Les Silésiens qui sont le peuple foncièrement pieux et attaché au catholisime souffrit beaucoup à cause de cette mesure du gouvernement prussien. Tout

le clergé montra une opposition des plus fermes.

Le parti perlementaire, le centre, créé par le clergé polonais et allemand en vue de la lutte contre le gouvernement qui opprimait l'église catholique, demanda d'introduire de nouveau le polonais dans les écoles de la Haute Silésie. Sous l'influence de l'action du clergé le mouvement national polonais dans cette province se ranima, surtout depuis le moment où à la tête de ce mouvement se trouva l'écrivain populaire, Charles Miarka (1824—1882). Celui-ci dirigea d'abord un périodique „Les Annonces de la Haute-Silésie“ publié à Królewska Huta. Il fonda dans la même ville une association nationale ouvrière, convoquait des assemblées et y éveillait la conscience nationale dans le peuple silésien. A ces fins, il fonda un périodique „Le Catholique“. Ce journal devint l'organe principal de la lutte contre le système de Bismarck. En même temps Miarka développa une activité fébrile dans d'autres directions: il a fondé une librairie, éditait nombre de brochures en vue de la propagande nationale, organisait des salles de lecture et des cercles catholiques dans les villes et dans les villages. Toute cette activité de Miarka a fort déplut au gouvernement prussien lequel fini par expulser Miarka du pays. Mais „le Catholique“ n'a pas cessé de paraître. Il est vrai que ce journal défendait au premier rang la cause du catholicisme, tout de même il servait la cause nationale, ne fût-ce que par ce fait qu'il était rédigé en polonais et par là propageait la lecture en cette langue. Un autre fait joua nn rôle important pour le réveil de la conscience nationale. Ce fut l'arrivée en masse dans la Haute-Silésie des professionnels de toute sorte de la Posnanie, hommes profondément pénétrés de sentiment national polonais. Parmi ces derniers il faut citer au premier rang Adam Napieralski, qui devint le rédacteur du „Catholique“, quoiqu'un autre journal „la Gazette d'Opole“, rédigé par un Posnanien Bronisław Koraszewski—appuyait beaucoup plus que ne le faisait „le Catholique“ sur la nécessité d'éveiller l'esprit national dans les masses du peuple polonais dans la Haute-Silésie. Quand le „Kulturkampf“ a cessé, „le centre“ parlementaire affaiblit son action dirigée jusqu'ici contre le gouvernement. Il survint même un antagonisme entre le centre allemand et certains de ses représentants polonais, ces derniers gardant toujours l'attitude des défenseurs du caractère polonais de la province. En 1893 la population polonaise a élu un député polonais. Il en fut de même en 1894 et 1895. En 1901 une rupture presque complète se fit entre le „centre“ allemand et ses membres polonais, à l'exception de Napieralski qui tendait toujours à maintenir une intelligence amicale entre les Polonais et le „centre“ parlementaire. En cette année, un nouveau journal a été fondé à Katowice „le Haut-Silésien“, par le groupe national-démocrate. „Le Haut-Silésien“ répandait l'opinion qu'il fallait, étant donné que la conscience nationale du peuple polonais de la Haute-Silésie a été déjà considérablement développée, rompre avec le „centre“ et n'élire que des députés polonais qui adhéreraient à Berlin au „Cercle Parlementaire Polonais“, composé de députés de la Posnanie.

L'attitude du „Haut-Silésien“ a été appuyée par d'autres périodiques, tels que „la Voix Polonaise“ et „la Garde sur l'Oder“. Les partisans du „centre“ ont remporté la victoire aux éléctions de 1901, tout de même les amis du „Haut-Silésien“ ont obtenu 44,000 voix et le rédacteur de ce journal, Wojciech Korfanty (actuellement député à la Diète Polonaise à Varsovie) a été envoyé au parlement et entra dans le „Cercle polonais“. En 1907—les deux groupes, c'est-à-dire le groupe de Napieralski et celui des démocrates-nationaux, se sont reconciliés. Grâce à cela, les Polonais ont obtenu dans la Haute-Silésie 115,000 voix et envoyé 5 députés polonais qui ne sont pas entrés au „centre“ parlementaire, mais au „Cercle polonais“. Les résultats des éléctions de cette année prouvèrent nettement que la Haute-Silésie dans la personne de ses éléments politiques directeurs tend à être reunie à d'autres pro-

vinces polonaises et à prendre une attitude autonome, indépendante de celle du centre devenu allemand par son esprit.

Tous ces faits que nous n'avons qu'esquissés dans cet aperçu général de l'histoire de la Haute-Silésie, démontrent assez clairement que le peuple haut-silésien est pénétré de sentiments nationaux polonais. On comprendrait mieux combien profondément ces sentiments sont enracinés dans l'âme de ce peuple, si on prenait en considération toutes les persécutions d'ordre moral et physique qu'il a eu à subir. Le peuple qui souffre pour maintenir son trésor moral le plus cher a le droit, à l'heure du réglement de toute sorte d'iniquités, d'être satisfait et rendu à lui-même.

DOCUMENTS.

Un document secret du gouvernement allemand.

L'hebdomadaire „Rząd i Wojsko" („L'armée et le gouvernement") publie un document secret illustrant les menées allemandes. En voici la teneur:

„Le ministère de la guerre de concert avec le ministère des affaires étrangères demande que des hommes soient choisis dans les détachements soumis au commandement général, qui auraient une connaissance parfaite des langues française et anglaise. On pourrait prendre en considération les Allemands qui ont vécu à l'étranger jusqu'au moment de la guerre. Ces hommes devraient être tenus d'assister à un cours organisé par le ministère de la guerre et qui les éclairerait sur les buts et les tendances du bolchévisme. Ils seraient destinés à une propagande en France et en Angleterre. Outre une haute rémunération, on devrait leur ménager l'assurance en cas d'un accident malheureux".

signé: cap. *Reusche.*

Résolution du meeting en sujet de la Galicie orientale.

Un meeting a eu lieu le 24 juin à Varsovie au sujet de la Ruthénie-Rouge. Les assistants exprimèrent leur indignation à cause des cruautés commises par les Ukrainiens et constatées par les délégués de l'organisation polonaise à Tarnopol. Ils rendirent hommage à la valeur des troupes qui défendent les confins orientaux de la Pologne et à leurs chefs. Ils adoptèrent enfin les résolutions suivantes:

1) Les Polonais réunis à Varsovie au meeting du 24 juin 1919 demandent à la Diète souveraine polonaise:

a) De rendre responsables tous ceux qui en affaiblissant le front, ont amené une défaite politique et militaire et dont l'action a causé la fuite en masse des habitants polonais de la Galicie orientale et le massacre de ceux qui sont restés.

b) De faire cesser toutes négociations au sujet d'un armistice et de renoncer à faire fixer une ligne de démarcation de concert avec les représentants de la république ukrainienne, et cela parce que cette dernière ne s'appuie que sur l'anarchie, l'iniquité et la mauvaise foi et qu'elle ne possède pas de facteurs qui puissent garantir le bien, la liberté et la vie des habitants polonais.

c) De faire libérer immédiatement la Galicie orientale jusqu'à la rivière du Zbrucz et de garantir les habitants de cette partie du pays une fois pour toutes devant le feu et les carnages.

d) De faire introduire dans la Galicie immédiatement après la délivrance de celle-ci une administration énergique et bien organisée.

Les assistants du meeting protestent devant le monde civilisé contre les massacres barbares effectués par les bolchéviques ukrainiens sur une population privée de défense. Les assistants du meeting portent à la connaissance des nations alliées que toute défense de la part de l'Entente de continuer les opérations militaires dans la Galicie orientale, équivaut à un arrêt de mort pour 1,600,000 de nos frères et affaiblit en même temps le seul allié que l'Entente possède à l'Est dans les combats avec les Allemands et les bolchéviques. Les assistants du meeting demandent en conséquent des secours moraux et matériels pour cette partie de la Pologne.

3) Les Polonais réunis au meeting demandent à la présidence de la réunion de faire organiser immédiatement un comité pour la défense de la Galicie orientale et pour la protection des fuyards.

REVUE DE LA PRESSE.

Sur la situation dans la Galicie orientale.

Le „Kurjer Poranny" du 26 juin publie une série d'observations sur le renouvellement des opérations militaires dans la Galicie orientale.

„Il n'était pas difficile de terminer la guerre dans les premiers jours de juin— dit cet organe. — Il suffisait d'acculer les restes des troupes de Pawlenko contre le front bolchéviste. Les bolchéviques n'ayant pas encore entamé à cette époque de pourparlers avec les Ukrainiens, ceux-ci auraient été complètement exterminés. A cet effet il aurait suffi aux troupes victorieuses du gén. Iwaszkiewicz d'avancer de plusieurs kilomètres sur la ligne du front.

„Les influences étrangères toutefois nous ont forcés à interrompre cette contre-offensive victorieuse juste à son point culminant. Nous avons fourni une preuve de plus, que ce n'est pas l'impérialisme qui dirige nos actions. Une commission fut envoyée à Lwów pour entamer des négociations avec l'ennemi".

Le „Kurjer Poranny" constate dans la suite „que ce n'est plus une armée nationale ukrainienne que les troupes polonaises ont en face d'elles au cours de l'offensive présente, mais des divisions bolchévistes commandées par des officiers allemands.

„Il faut donc constater — continue ce journal — que nous avons à faire actuellement à un adversaire beaucoup plus dangereux qu'il y a un mois. La rapidité avec laquelle l'assaut bolchéviste a été effectué cette fois-ci, prouve également que celui-ci a été préparé par une main sûre et expérimentée".

L'article se termine par les paroles suivantes:

„En considérant avec attention les nouvelles du front, on a toute raison de supposer que ce n'est pas seulement la ville Lwów qui est l'objet des opérations actuelles de l'ennemi. Celles-ci visent également les lignes de chemin de fer qui relient la Galicie orientale avec la Hongrie. Il serait donc évident que c'est le commencement de l'exécution d'un plan arrêté par Lénine et qui tend à réunir les divisions bolchévistes russes et magyares.

„En cas où ce plan réussirait, les résultats en seraient néfastes non seulement pour la Pologne, mais aussi pour l'Europe entière et surtout pour les puissances de l'Entente. Il est donc à espérer que les diplomates français, anglais et américains voudront enfin comprendre le danger de la situation et qu'ils nous mettront à même de pouvoir concentrer nos forces pour repousser l'attaque prusso-bolchéviste"

Sur l'amitié franco-polonaise.

Les quotidiens de Varsovie font mention de la réception donnée par le cte. Krasiński en l'honneur de M. André Lichtenberger. La „Gazeta Poranna" écrit à ce sujet:

„La France n'aura point à regretter le secours prêté à la Pologne. La France n'éprouvera pas de déception au sujet de la Pologne, de même que celle-ci ne sera point déçue au sujet de la France. Nous savons fort bien que toutes nos revendications nationales étaient appuyées par la France pendant le cours entier de la conférence de Versailles. Qu'il se soit agi de Gdańsk, de la Haute-Silésie ou de notre alliance avec la Roumanie, nous avons toujours eu l'appui non seulement des cercles officiels, mais aussi de la presse française. Si les représentants de la France au Congrès ont consenti en fin de compte à une attitude différente de la leur adoptée en ces questions par les autres Alliés, nous savons que c'était une nécessité politique, et non pas un accord voulu et désiré. L'opinion patriotique en France, qui représente la plus grande partie de la nation, est fermement de l'avis, que seule une Pologne forte et puissante peut former une garantie de sécurité pour la France vis-à-vis des Allemands et que tout affaiblissement de la Pologne affaiblit la France en même temps.

„Une telle attitude de l'opinion en France — termine la „Gazeta Poranna"— est la meilleure sauve-garde des relations franco-polonaises à l'avenir, comme l'a dit avec justesse notre hôte français".

CHRONIQUE POLITIQUE.

Un discours du commissaire Hoersing.

La P.A.T mande des détails sur une séance de l'assemblée nationale allemande à Weimar qui s'est tenue le 22 juin. A

pris la parole entre autres le député Hoersing, commissaire du gouv. allemand dans la Haute-Silésie. Hoersing a parlé au nom des socialistes allemands dans les provinces menacées d'être détachées de l'Allemagne. Son discours se termina par les paroles suivantes:

„En cette heure solennelle je déclare devant le monde et l'histoire que nous tous, hommes et femmes également, sommes Allemands et le resterons toujours. Jamais nous ne nous désisterons de l'espoir que les provinces détachées de la patrie par l'imprévoyance et la haine de l'ennemi, reviendront à elle tôt ou tard".

Les députés socialistes de la Posnanie, de la Prusse orientale et occidentale, du bassin de la Sarre, de la Haute-Silésie et du Slesvig se sont joints à cette déclaration.

Dans la Haute-Silésie.

L'état de siège appliqué aux Polonais.

La P.A.T. mande à la date du 26 juin que la situation dans les districts mineurs et industriels de la Haute-Silésie devient insupportable pour les Polonais. Par suite de l'état de siège, les habitants polonais sont privés du droit de porter plainte au sujet des abus dont ils sont victimes à tout moment; toutes les réunions, mêmes celles des associations agricoles, sont défendues. L'état de siège toutefois ne se rapporte qu'aux Polonais. Les Allemands jouissent d'une liberté complète. Ils organisent des réunions, des cortèges qui attirent des foules grâce aux bandes d'orchestre dont ils sont accompagnés, et les journaux constatent dans la suite le nombre énorme de manifestants anti-polonais.

Projets allemands dans la Haute-Silésie.

On communique de la Haute-Silésie qu'un congrès d'industriels allemands et de directeurs de mines et de fonderies s'est tenu à Breslau sujet du plébiscite dans la Haute-Silésie. On y décida d'expulser les ouvriers et les mineurs polonais de la Haute-Silésie en Westphalie et d'en faire venir en échange des Allemands. Il est cependant fort peu probable que cette décision puisse aboutir à un résultat quelconque, vu que l'administration projetée par l'Entente dans la Haute-Silésie pour le temps que durera le plébiscite, doit défendre le droit de vote à tous les habitants nouvellement introduits dans le pays.

Les Allemands dans la Haute-Silésie.

Le bureau de correspondance de Varsovie communique de Katowice la nouvelle que depuis que la signature du traité a été décidée par le gouvernement allemand, les pouvoirs procèdent à évacuer du pays les caisses de toutes les banques allemandes dans la Haute-Silésie. Une pension trimestrielle a été payée en avance à tous les fonctionnaires. Tout ceci n'empêche pas une agitation permanente anti-polonaise. Des proclamations sont affichées avertissant les habitants d'une entrée probable des troupes polonaises.

L'insurrection polonais à Koźle.

On mande de Cracovie à la date du 25 juin que les insurgés polonais dans le district de Koźle (Cosel) se sont rendus maîtres de cette ville et qu'ils ont désarmé un détachement du „Grenzschutz" composé de 200 soldats. Des renforts allemands étant toutefois survenus, un combat s'ensuivit qui dura plusieurs heures. La ville fut reprise par les Allemands et les insurgés faits prisonniers ont été emmenés dans le fond de l'Allemagne.

Nouvelles de Gdańsk.

Projets des Allemands.

La „Gazeta Gdańska" du 24 juin communique la nouvelle répandue dans la ville que les Allemands retireraient tous les anciens navires du port de Gdańsk, afin d'en barrer l'entrée en faisant sombrer ces bâtiments et d'empêcher de cette manière l'entrée des vaisseaux de guerre des Alliés. Les vaisseaux chargés de vivres ne pouvant également entrer dans le port, ce serait un moyen d'affamer la Pologne.

Le maire de la ville — d'après une nouvelle communiquée par la P.A.T. — aurait déclaré à une séance du conseil

municipal que Gdańsk restera fidèle à l'Allemagne et que la transition de cette ville à l'état de cité libre doit s'effectuer tranquillement. Il faut renoncer à toute démarche déloyale en ayant pleine confiance dans la parole des Alliés qui ont décidé que Gdańsk n'appartiendra point à la Pologne.

Préparatifs allemands.

On mande de Berlin que le ministère de la guerre a donné l'ordre de payer leur pension d'avance jusqu'au 1er octobre à tous les fonctionnaires allemands à Gdańsk, et cela en raison de la situation incertaine. Les ouvriers ont reçu leur salaire jusqu'au 1er juillet. Des nouvelles ont été repandues à Gdańsk sur une agression présumée des Polonais dans la Prusse occidentale. Les autorités municipales ont publié une proclamation enjoignant aux habitants de conserver leur sang-froid.

Représailles allemandes dans la Prusse occidentale.

Les journaux de Varsovie communiquent des détails sur l'état des choses en Prusse occidentale fournis par M. Nowakowski, rédacteur de la feuille „Gazeta Olsztyńska". Celui-ci fut forcé de se sauver par la fuite ayant été accusé de haute trahison par les pouvoirs prussiens. Les persécutions que les autorités allemandes faisaient subir à M. Nowakowski en sa qualité de journaliste polonais, augmentèrent sensiblement après la défaite du militarisme prussien en octobre 1918. Le danger d'un plébiscite dont le résultat pourrait être défavorable aux Allemands, poussait le gouvernement à des représailles vis-à-vis de tous les patriotes polonais qui jouissaient d'une certaine influence parmi la population. Le gouvernement républicain en Allemagne ayant annoncé officiellement la liberté de convictions, la gendarmerie prussienne a procédé sur son propre compte à arrêter M. Nowakowski. Le journaliste polonais réussit cependant à échapper.

Espions allemands à Cracovie.

On mande de Cracovie à la date du 25 juin que nombre d'espions et de provocateurs allemands ont paru dans la ville durant le cours des journées précédentes. Ces personnages font causer les soldats en promettant de les rémunérer largement pour les informations qu'ils peuvent fournir. Six d'entre ces personnages ont été arrêtés. Quelques individus également suspects d'espionnage ont été arrêtés à Oswięcim et remis aux mains de la police.

Les Tchèques pour une alliance avec la Pologne.

Une nouvelle publication ayant paru à Prague sous le titre „La république tchéco-slovaque", le ministre des affaires étrangères, M. Benesz, l'a fait précéder d'une préface écrite par lui-même. Il y est dit entre autres, que les Tchèques devraient unir leur sort à celui de leurs deux voisins, la Pologne et la Roumanie. L'ateur appuie spécialement sur la nécessité d'une union stricte et loyale avec la Pologne, qui a à remplir une mission historique analogue à celle de la Bohême, et qui est menacée par le même danger. Les Tchèques seraient heureux, s'ils pouvaient jouer de concert avec la Pologne à l'Est de l'Allemagne un rôle pareil à celui de la France à l'Occident. Il serait également dans l'intérêt de la France d'appuyer une telle alliance, aussi devrait-elle user de tout son ascendant pour faire travailler en commun ces deux nations slaves.

Le Chef de l'Etat sur le front de l'Est.

La P.A.T. mande les détails du séjour du chef de l'Etat sur le front de l'Est. Le Généralissime a visité toutes les parties du front jusqu'aux lignes les plus avancées. L'artillerie ennemie ayant dirigé le feu justement sur ces points-là, plusieurs obus ont éclaté à quelques pas de l'endroit où se trouvait le gén. Piłsudski.

Persécutions des Polonais en Ukraine.

On communique de Kiew qu'un nouveau recensement des habitants polonais a été organisé dans l'ancien gouvernement de Kiew. Tous ceux qui ont demeuré

dans le pays antérieurement à 1910 furent privés de leurs documents personnels. Ils reçurent en échange des actes établissant leur appartenance à la république ukrainienne. Tous ces Polonais depuis l'âge de 16 jusqu'à 46 ans (les officiers jusqu'à 56) sont enrôlés. Ceux qui arrivèrent dans le pays à une date postérieure, ont été également privés de leurs papiers malgré qu'on les considère comme citoyens polonais. Les passe-ports repris aux Polonais furent donnés aux agents bolchéviques envoyés sur le front pour faire de la propagande. Des arrestations fréquentes sont effectuées parmi les Polonais, surtout parmi la jeunesse. La contribution chargée sur les „bourgeois" est perçue principalement des familles polonaises.

Fin de la république ukrainienne.

La P.A.T. mande le 25 juin par radiogramme:

Une séance commune des membres du comité central ukrainien, des conseils ouvriers et de tous les partis politiques s'est tenue à Kiew. Etant donné le danger d'une contre-révolution de la part des troupes de Denikin, les assistants de la réunion ont décidé de supprimer l'indépendance du front ukrainien. Désormais le front ukrainien doit former partie du front général de la république des soviets, et doit être soumis au comité révolutionnaire de ladite république.

CHRONIQUE DE LA DIÈTE.

Discussion détaillée sur la réforme agraire.

La Diète, ayant terminé la discussion générale sur le projet de la réforme agraire, aborda des débats détaillés sur chaque point particulier de ce projet.

Le premier a pris la parole — le député Barlicki du club des socialistes polonais. Il a déclaré que son club avait pris pour base des débats détaillés — le projet de réforme déposé par la majorité de la commission agraire. En principe, les socialistes polonais sont pour la suppression de la grande propriété privée, ils reconnaissent tout de même le droit à cette propriété aux paysans.

Ensuite prennent la parole les députés de divers groupements parlementaires pour se déclarer soit pour le projet de la majorité soit pour celui de la minorité. Tous défendent le principe de la propriété privée qu'ils reconnaissent comme une chose sacrée. Les représentants des groupements gauches parlementaires demandaient qu'on opérât la réforme le plus vite possible, tandis que leurs adversaires étaient d'un avis contraire.

A son tour on s'occupa du deuxième article du projet qui demande que les propriétaires fonciers possèdent le savoir nécessaire professionnel Le député, l'abbé Pośpiech (union parlementaire pop. nat.) a déposé un amendement à cet article. Il demandait que cet article ne se rapportât qu'à ceux des propriétaires de biens fonds qui les administrent eux-mêmes. Il voudrait qu'on permît aux fils des paysans, qui étaient obligés de chercher leur gagne pain dans l'industrie, d'acquérir et de posséder des biens fonciers. Dans le même sens se prononçait le dép. Malinowski — du club des députés social. polonais. Les représentants du groupe „Emancipation" et le député Szmigiel (du parti „Piast") étaient contre l'amendement.

L'article IV du projet traite des biens de main-morte. L'abbé Sobolewski a pris la charge de les défendre contre les attaques des députés du centre et de la gauche. Il a été appuyé par les députés l'abbé Kotula („Piast"), Mąkolski (un. parl. pop. nat.) et le professeur d'histoire Dembiński (club du travail constitutionnel). Les arguments de ces orateurs ont rencontré une réplique de la part des députés Smola et Dąbal (groupe „Emancipation"), et du député l'abbé Okoń (chef d'un tout petit groupement parlementaire), les députés Witos („Piast") et Czapiński (social. pol.). La polémique ne différait en rien de celle que le IV-me article du projet avait provoquée pendant la discussion générale.

La Diète à ses dernières séances plénières s'est occupée outre de la réforme agraire encore de quelques problèmes d'ordre politique et économique. Elle a été entre autres saisie de quelques motions urgentes touchant la situation sur le front en Galicie Orientale et de la motion du député Poniatowski et de ses associés au sujet de la suppression de la douane sur la frontière entre la Pologne du Congrès et la Posnanie. La motion a été adoptée.

Le Gérant L. Kościelski. Varsovie Imprimerie „Drukarnia Wydawnicza".